

Fin de la Grève des Mineurs.

Voilà près de trois mois que les ouvriers mineurs de quelques États du centre viennent de passer dans une oisiveté bruyante et malsaine. Pendant ce temps-là, ils n'ont pas gagné un sou de gages. Ils ont été nourris tant bien que mal, plutôt mal que bien, au jour le jour, sans jamais être assurés du lendemain, eux et leurs familles, aux frais de la bourse commune, et devant, en pure perte, des fonds qui avaient une plus noble destination et eussent été certainement mieux employés à alléger les souffrances des malades, à subvenir aux besoins de ceux qui se trouvaient incapables de travailler.

Les voici maintenant qui rentrent au bercail et réintègrent leurs ateliers, au nombre de 18,000.

Qu'on veuille bien le remarquer : c'est par ordre qu'ils ont quitté le travail ; c'est encore par ordre qu'ils le reprennent.

Si nous en croyons nos dépêches, ils ignoraient les véritables causes de la grève ; ils n'étaient pas au courant de la question. Ils n'en avaient que des notions vagues. On leur disait bien haut qu'ils allaient gagner davantage, et que leur situation allait s'améliorer prodigieusement, grâce à leur grève.

Qu'est-il arrivé, cependant ? La grève ne leur a été d'aucune utilité. Si l'on s'était borné à employer ce procédé détestable, ils mourraient littéralement de faim, à l'heure qu'il est, et ils seraient, à l'avenir, privés de travail, et leurs familles, privées de pain.

Heureusement, il s'est trouvé des hommes sensés, honnêtes, qui se sont jetés à la traverse et ont réussi à établir une entente, à faire un compromis. Les ouvriers n'ont pas obtenu les salaires qu'ils exigeaient. On a coupé le différend en deux ; on a fait une cote mal taillée dont il leur a bien fallu se contenter.

À la bonne heure ; mais ont-ils réellement gagné ce qu'on leur promettait ? Sait-on ce que, dans le seul district de Pittsburgh, a coûté cette malheureuse grève ? Près de \$7,000,000 ; et dans cette perte, les ouvriers ont obtenu pour \$2,250,000 rien qu'en fait de gages. Il faudra bien que les sociétés qui ont fait des avances rentrent plus ou moins dans leurs fouds. Quant aux frais de la grève, en elle-même, ils sont tels, que les mineurs sont maintenant taxés à 5 pour cent sur leurs gages, pour couvrir les dépenses. C'est à dire que presque tout ce qu'ils gagnent, d'un côté, ils le perdent de l'autre, et qu'ils ne sont pas plus avancés, qu'ils ne sont, probablement même, beaucoup moins qu'au préalable. Puisque tout l'arrangement a été le résultat d'une conférence, ne pouvait-elle donc pas se tenir, cette conférence, sans grève, sans exposer tant de malheureux et leurs familles, à la détresse, à la misère ?

La décadence de l'agriculture en Angleterre.

Le peuple qui sait de la façon la plus habile, la plus tenace, exploiter les autres, est précisément celui qui a le plus besoin d'eux — le peuple anglais, qui se trouve complètement impuissant à se nourrir lui-même.

En voici la preuve : Il ne paraît pas que la récolte anglaise doive dépasser 6,750,000 quarts ; elle avait été de 7,250,000 quarts l'année dernière et il

avait été importé 21,500,000 quarts de blé de farine. Les besoins du Royaume-Uni s'élevaient à 29,750,000 quarts ; il serait nécessaire d'introduire cette année environ 23,000,000 de quarts.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Angleterre cherche un remède à la diminution de sa production agricole. La condition de l'agriculture en Angleterre a fait l'objet de plusieurs de ces grandes enquêtes comme savent en poursuivre nos voisins. En 1893, le gouvernement libéral, soucieux de donner satisfaction à l'opinion publique, consentit à procéder à un nouvel examen, et une commission extra-parlementaire, composée de dix-sept membres, fut instituée.

Elle a tenu 177 séances et recueilli les dépositions de 191 témoins très experts, mais elle n'a pas réussi à résoudre un problème qui est peut-être insoluble. Le fait est qu'en Angleterre, le nombre des ouvriers agricoles est en très sensible décroissance.

En 1871 il y avait 1,069,836 travailleurs hommes. En 1881, ce chiffre est réduit à 955,422. En 1891, il n'est plus que de 873,480. La diminution est plus grande encore pour les femmes. De 1,000,902 en 1871 il n'y en a plus que 46,205.

Sait-on quelle est la nation qui fait la plus terrible concurrence et les plus fortes importations en Angleterre ? Les États-Unis : 61,1 pour cent, en 1878-80 ; 55,3 pour cent en 1881-83 ; 53,5 pour cent en 1884-86 ; 51,6 pour cent, en 1892 ; 5,3 pour cent, en 1893-95.

La Commission n'a pas borné ses recherches à l'Angleterre ; elle a voulu savoir quelle était la situation dans les autres parties du monde : presque partout elle a trouvé des mêmes moins-values de la production et la même diminution des espaces emblayés.

Des témoignages qu'elle a le résultat clairement, qu'à l'exception de l'Amérique du Sud et de l'Inde, les principales nations productrices du monde ont souffert de la dépression agricole. Cette dépression est plus ou moins générale en Europe et dans les colonies australiennes ; elle est particulièrement grave dans plusieurs parties des États-Unis où la condition du fermier est aussi mauvaise, sinon pire que dans le Royaume-Uni. De tous ces pays vient la même plainte sur la baisse des prix, qui a été constante et progressive pendant une longue période d'années.

Le fait original de cette enquête a été de voir un certain nombre de déposants réclamer l'établissement de droits protecteurs. Se produisant dans un pays où les doctrines du libre-échange ont si vivement développées la fortune publique, ces réclamations sont singulières. Est-ce que le libre-échange aurait fait son temps, même en Angleterre ?

LE 4 SEPTEMBRE

— RACONTÉ PAR — FRANCISQUE SARCEY.

A vingt-sept ans de distance d'une révolution comme celle du 4 septembre, qui a si puissamment agi sur les destinées de la France et l'a jetée sur une voie complètement nouvelle, il est curieux de voir se reproduire sous nos yeux les premières impressions du moment, à quelque parti qu'il ait pu d'ailleurs appartenir l'auteur à l'heure de la tourmente. C'est ce qui fait tout l'intérêt de l'article que nous publions.

À huit heures du soir, le samedi 3 septembre 1870, je m'en allai au bureau du « Gaulois » chercher des nouvelles, si par hasard on en avait découvertes, et je vis avec surprise la porte soigneusement fermée, et qui ne s'ouvrait qu'avec précaution aux initiés. J'en traitai la consternation était sur tous les visages. On me tendit un journal, qu'un de nos collègues, qui arrivait à l'instant même de Bruxelles, venait de rapporter dans sa poche. J'y lus, avec un désespoir mêlé de stupefaction, toute cette histoire de la capitulation de Sedan, vieille déjà de trente-six heures, et que personne à Paris ne savait encore.

— Est-ce possible ! m'écriai-je. Le doute n'était malheureusement pas permis. Le rédacteur en chef était allé lui-même, le numéro 4 à la main, chez le préfet de police, lui demander si le récit était conforme à la vérité. Le préfet de police baissa la tête. Nous agitées les questions, si l'on publiait tout de suite une édition du « Gaulois », qui s'étendrait à la fatale nouvelle, qui n'était nous fit observer que rien n'était moins prudent, dans l'état d'exaspération où l'on voyait les esprits, que les bureaux pourraient bien être, dans ce premier moment de fureur, saccagés et brûlés. On s'abstint donc.

Mais la rumeur n'en allait pas moins grossissant à travers la foule. Les détails manquaient à tout le monde ; mais que nous eussions subi quelque chose de terrible, ce la paraissait certain, cela flambait à tous les yeux. Personne ne dormit cette nuit-là à Paris. La séance du corps législatif était indiquée pour minuit.

Alors, si la Chambre, à cette heure dernière, eût fait son devoir, si, envisageant d'un regard ferme la situation, elle eût tout de suite pris en main les destinées de la France et tiré de son sein un gouvernement, où Paris et la province eussent été représentés également, que de malheurs nous eussions évités ! Mais c'était écrit, comme disent les Orientaux. Tout le monde manqua de décision, et l'on remit au lendemain les mesures à prendre.

Le lendemain, c'était le dimanche 4 septembre. La République était faite. Ce fut un grand malheur ; mais il était inévitable. Mieux eût valu sans doute constituer un gouvernement provisoire de défense nationale et ne pas préjuger une question que toute la France eût été appelée à résoudre. On se fût épargné bien des ennuis, et des ennuis très sérieux. On n'eût pas inquiété la province à qui le mot République ne rappelle encore que les massacres de 93, les quarante-cinq centimes de M. Garnier-Pagès et les journées de Juin. On n'eût pas refroidi son ardeur à se porter au secours des Parisiens, on n'eût pas autorisé certaines unités nationales, et à proclamer, elle aussi, un gouvernement local, à l'exemple de Paris, qui venait faire le sien. Certes, la question de la capitale à imposer ses volontés aux départements ne pouvait que les mettre en mauvaise humeur. Il leur était difficile de voir sans chagrin et sans envie toute la députation de Paris s'emparer du pouvoir, tandis

que leurs représentants étaient systématiquement écartés. Mais ceux qui ont assisté à ces événements savent qu'ils se précipitèrent avec une si terrible hâte que l'on n'eût pas le temps de la réflexion. La République se proclama pour ainsi dire d'elle-même, et l'on improvisa, disons mieux, on bâcla un gouvernement tel quel, au milieu de l'universel désarroi de tous les pouvoirs constitués qui s'enfuyaient éperdus.

Le soir, j'allai aux nouvelles chez un de ceux qui, ayant pris part au mouvement, devaient en connaître les résultats officiels. Il arriva au milieu du dîner, tout échauffé des émotions d'où il sortait. Il nous jeta, un peu au hasard, les noms du gouvernement. Car, bien qu'il en fût lui-même, toutes les notions se brouillaient dans sa cervelle.

— Et Rochefort ? lui demanda-t-on. Rochefort ! nous dit-il, ah ! c'est une bonne histoire. Le gouvernement était déjà constitué, et après nous être tous nommés, nous avions émis la liste, quand il arriva, suivi d'une foule énorme qui l'avait délivré de sa prison, et qui criait : Vive Rochefort ! Vive Rochefort !

Le général Trochu aborde le jeune journaliste, le complimente et tout en lui faisant sentir que le gouvernement est complet, qu'on passerait aisément de lui, l'invite pourtant, si le cœur lui en dit, à prendre place au bureau. Le pamphlétaire l'écoute d'un visage froid, et prenant ce ton sarcastique, où se retrouvait tout entier l'auteur de « La Lanterne » : « Mon Dieu ! général, lui dit-il, quelles que soient les fonctions auxquelles on me jugera propre, je les accepterai sans mot dire. Si l'on veut faire de moi le concierge de l'Hôtel de Ville, je déploierai à tirer le cordon le même patriotisme que vous et vos collègues à diriger la République. »

— Vive Rochefort ! hurlait la foule. Il fallait bien faire bonne figure à mauvais jeu. On n'ignorait pourtant qu'il allait produire sur la province ce nom de Rochefort qui rassomait les haines qui inspirait Belleville. Mas on avait donné congé aux indécrottes et aux émines. À demain les affaires sérieuses.

Il arriva, ce lendemain, et Paris apprit la composition certaine de son Gouvernement, qui, rumsassant un pouvoir tombé à terre, avait usurpé la redoutable mission de sauver la France. Rappelons les noms des citoyens qui le formaient : Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelléan, Picard, Rochefort, Jules Simon. On avait décerné, d'une commune voix, la présidence au général Trochu, que l'Empereur avait quelque temps auparavant, sous l'énergie que pression de l'opinion publique, nommé gouverneur de Paris.

Les ministères avaient été ainsi distribués. Gambetta avait pris l'intérieur ; Jules Favre les affaires étrangères ; Crémieux la justice ; Ernest Picard les finances ; Jules Simon l'instruction publique ; on avait donné la marine à l'amiral Fourichon ; les travaux publics à un industriel, M. Dorian, peu connu alors du grand public, mais qui devait bientôt, par son activité intelligente, acquérir une vaste influence, et enfin l'agriculture et le commerce à M. Magnin.

Parmi tous ces noms, il n'y en avait guère que deux ou trois qui inspirassent une réelle confiance à la bourgeoisie parisienne. On respectait Jules Favre pour son incontestable réputation d'honnêteté parfaite, son civisme et son désintéressement authentiques, et son prodigieux talent de parole. Mais on ne le croyait pas capable de dominer une situation aussi difficile que celle qui nous avait été léguée par le désastre de Sedan. On ne se doutait guère du service qu'il nous allait rendre, en écri-

vant le récit de son entrevue avec M. de Bismarck. On avait foi en Gambetta : non pas qu'il eût donné encore des preuves bien certaines de sa capacité. Il n'était guère connu du public que pour une demi-douzaine de discours très éloquentes. Mais on le savait jeune, actif, très hardi et très prudent tout ensemble ; il alliait toute la fougue du méridional français à l'astucieuse finesse de l'Italien ; il avait su, tout en se ralliant les sympathies de la classe bourgeoise, conserver une grande autorité sur les populations jalouses et turbulentes de Belleville, Ménilmontant et Montmartre. Bref, il était populaire, et ce seul mot explique tout en France, où il est convenu que rien ne réussit comme le succès.

On était également engoué du général Trochu, non pas que l'on sût grand chose de ses talents militaires ; mais il avait écrit un livre où il signalait les défauts de notre organisation militaire, et semblait avoir d'avance indiqué les causes de nos futurs revers. La campagne de 1870 avait rendu à cet ouvrage un cruel intérêt d'actualité, en donnant à son auteur une popularité immense. Il est certain qu'il a fallu, pour le composer et le rendre public, une dose considérable de ce courage, qui est en France le plus rare de tous : le courage civil. Le général Trochu avait, en rompant ainsi visière aux chefs de l'armée et à l'Empereur, compromis son avancement, et il s'était résigné à ne plus être jamais rien. Il se trouva par un revirement inattendu des choses, que ce livre, qui devait peser sur toute sa carrière et le retenir dans les grades inférieurs, le porta au souverain pouvoir et lui mit les destinées de la France entre les mains. Les Parisiens n'avaient encore senti qu'une inquiétude à son égard. Le général Trochu s'était dit : l'abord républicain en proclamations et en circulaires. Il écrivait tout bien. Il causait aussi beaucoup. La tradition le représentait adossé à la cheminée de son salon, et développant, avec une incroyable abondance de paroles, ses projets et ses illusions aux auditeurs qui se renouvelaient incessamment autour de lui.

Mais le besoin d'un homme en qui l'on espérait était si pressant, que l'on écarta les sujets de crainte et que l'on s'abandonna, à peu près sans restriction, à ce nouveau sauveur que l'on venait de se choisir. Ces messieurs se trouvaient en face d'une situation vraiment déplorable. La population parisienne avait parfaitement oublié les Prussiens ; mais il était certain que les Prussiens, eux, ne nous oublièrent pas. Il leur fallait sans doute le temps de prendre quelque repos après un si récent effort de victoire ; leurs cadres décimés par la victoire, de combiner leurs mouvements, de faire, en grandes masses, le chemin qui sépare la frontière française des murs de la capitale. Mais de songer à les arrêter sur la route était une folie qui n'aurait pas été dans la pensée d'aucun homme de bon sens. Il n'y avait plus d'armée pour s'opposer à leur marche. Conclure une paix, telle quelle, autre impossibilité. Nous n'avions plus de gouvernement régulier, que M. de Bismarck voulait reconnaître, et qui pût se présenter au nom de la France tout entière. Il faut dire aussi que le public était bien éloigné, à ce moment, de toute idée de paix. On ne se croyait couvert, de ce nom de républicain, comme d'un bouclier invincible, il ne respirait que la fureur et la vengeance. Jamais la vanité nationale n'avait subi une si douloureuse humiliation. C'est en vain que nous courions toute l'histoire, nous ne trouvions nulle part une honte comparable à celle de la capitulation de Sedan, et nous sentions l'ardent désir d'une revanche éclatante.

Le Rénovateur des Cheveux de Hall rend la chevelure souple, soyeuse, brillante ; il est sans rivaux pour la toilette.

LE BOHÈME DE MURGER.

Henry Murger reconnaissait ses « Bohèmes » de trois espèces, à savoir : l'artiste ignoré et faisant de l'art pour l'art, sans trop songer qu'il faut avoir en ce bas monde un domicile, un habit présentable, et pour le moins un repas chaque jour. Ces imprévoyants, pour peu que vous leur parliez de la plus simple prudence, vous tournent le dos et vous appellent des « bourgeois », ce qui est la plus grosse injure qu'ils vous puissent dire. Une autre fraction de la bohème est représentée par la partie impuissante des écrivains sans style et des peintres sans couleur. Ils rêvaient la gloire du départ, ils n'ont pas fait vingt pas dans la carrière, qu'ils s'arrêtent découragés ; mais, quand ils devraient accuser leur impuissance, ils accusent l'ingratitude et l'ignorance de leur siècle.

La troisième et la moins dangereuse espèce de bohème a pour type le bohème-amateur, c'est à dire une certaine de braves jeunes gens sans mérite, qui se plaisent à têter du pain de la misère, à mener, comme ils le disent, la vie d'artiste, et, quand, au bout d'une année de cette « vache enragée », ils ont jeûné tout leur soûl, quand leur habit est un haillon et leur chemise une loque, aussitôt les voilà qui retournent au foyer domestique, implorant la pitié maternelle. Alors, malheur au veau gras ! on le tue.

Tels sont les trois genres de cette espèce, et, si vous demandiez à Henry Murger dans ces sentiers dangereux, il vous répondrait sans feinte et franchement : La bohème ainsi faite n'est pas un chemin, c'est une impasse. En même temps il ajoutait, car il avait sa tête et sa doctrine : « Autant ces trois espèces de bohème sont odieuses et ridicules, autant ma bohème à moi, la vraie bohème, offre une étude intéressante au poète, au moraliste, au romancier. Ma bohème est située, il est vrai, entre deux abîmes, la misère et le doute ; mais enfin, quand vous avez évité Charly et Scylla, vous trouvez un sentier qui, par toutes sortes de tours et de détours également dangereux, finit par vous conduire à la renommée et parfois à la gloire. »

Il y faut de la peine, il y faut du courage ; un esprit ferme ; un cœur honnête ; un grand amour de l'aventure, un grand mépris de l'accent. Mon bohème est de la brave homme aux prises avec la nécessité ; il lui faut, pour toucher le but, autant d'esprit que de courage. Habile et très éloquent, il se ferait prêter de l'argent par Harpagon ; il aurait trouvé des truffes sur le radeau de la « Méduse ». Au niveau de toutes les fortunes, il dine comme un geux et soupe à la Maison d'or. Tantôt il s'étale au plus bel endroit du salon où Célestine fait resplendir dans un cercle de marquis les grâces de son esprit, le feu de ses diamants ; tantôt il remplit l'estaminet voisin du choc de son verre et de ses paradoxes. Mon bohème est bon à toute chose : à la musique, à la peinture, à la philosophie, au théâtre, au journal, à la tribune politique. Il danse, il chante, il disserte, et parfois même il écoute ; il fait souvent des méchancetés, rarement une action méchante. Il a conservé de ses premières années un sentiment confus de ses devoirs ; du profond oubli de ses premières études, il a sauvé je ne sais quel goût qui lui fait préférer « l'Iliade » à la « Jérusalem délivrée » et « l'Enéide » à la « Pharsale ». En un mot, le goût le sauve et le maintient dans un certain honneur, qui, malgré sa misère et ses humiliations, sa pipe et ses dettes, ses amours malines et ses hyperboles en conduite, le font tolérer que dis-je ? rechercher des plus honnêtes gens.

Telles étaient les opinions d'Henry Murger sur les habitants de ces terres ingrates qu'il croyait avoir découvertes et qu'il avait tout simplement retrouvées.

Quant à cette rencontre, elle était inévitable, soyez en assurés. Mme de Lachenyne réprima un léger tressaillement. Elle plongea son regard dans celui de son fils. — Quelle était la cause de ce duel ? interrogea-t-elle à voix basse. — Un article paru dans un journal, où mon honneur, le vôtre, ma mère, était gravement insulté. — Faustine pâlit affreusement et d'une voix altérée : — Mon honneur, tu dis mon honneur ? Comment a-t-on pu l'attaquer ? — Enu de l'agitation de sa mère, le jeune attaché s'empressa de la rassurer. — J'exagère. Votre honneur est trop adoussé de toute atteinte pour être discuté. — Mais on osait mêler votre nom dans une ignoble calomnie dirigée contre moi. — N'était-ce pas mon devoir, ma mère, de défendre le nom que vous portez et que m'a légué mon vénéré père ? — Ton père ! murmura avec effort Mme de Lachenyne ; oui, tu as raison. Et dans quel journal a paru cet article ? — Dans une misérable feuille de chantage, à peu près inconnue, et qui ne vit que de calomnies qu'elle répand. — Comment se nomme-t-elle ?

LE DRAPEAU RUSSE.

Quelle est l'origine du drapeau russe, — du drapeau national, celui qui est tricolore, et non pas du drapeau jaune à aigle noire ? C'est à Pierre le Grand que la Russie doit son drapeau national. Le tsar, pour rendre hommage aux Hollandais, qui l'avaient aidé à former les bases de sa marine, adopta les trois couleurs de leur drapeau, en les disposant dans un autre ordre.

Dans le drapeau hollandais, le blanc occupe la place que remplit le bleu dans le drapeau russe, mais dans les deux drapeaux les bandes de couleurs sont perpendiculaires à la hampe. La légende attribue à Henri IV le mérite d'avoir suggéré ce drapeau aux Pays-Bas. Il est, en tout cas, l'un des plus anciens connus.

Mais, sans parler du nôtre, les drapeaux et pavillons tricolores, formes de bleu, blanc et rouge, sont assez nombreux. La Hongrie a pour pavillon le drapeau hollandais (bandes perpendiculaires), ainsi que le grand-duché de Mecklenbourg, mais ici le blanc est en haut et le rouge en bas.

La Bulgarie a adopté le drapeau russe, sans changement. La Serbie et le Monténégro l'ont adopté également, mais en renversant les couleurs, le rouge en haut et le blanc en bas.

Les dessous des élections.

Voici une petite anecdote authentique qui n'est pas sans éloquence dans sa simplicité : Un propriétaire breton demeurant à l'un de ses fermiers, le jour de l'élection :

— Eh bien ! as-tu voté ? — Pas encore ! — Sans indiscretion, pour qui voteras-tu ? — Ma foi, je n'en sais rien encore. Ma femme m'a mis mon bulletin dans ma poche ; mais je ne l'ai pas encore lu. — Toujours le mouvement féministe : déjà l'élection des femmes, mais encore avec un faux nez !

MOTS DE LA FIN.

Après un dîner de gala donné chez Mme A., deux universitaires échangeaient leurs impressions. — Eh bien ! comment as-tu trouvé ton voisin de droite ? c'est un membre de l'Institut, un puits de science. — Un puits... c'est incroyable... Il m'a paru si terne... — Une bonne d'enfant se présente chez Mme X... Celle-ci la trouve de trop petite taille. — Alors, la bonne de s'écrier : — Eh bien ! tant mieux : le bébé se fera moins de mal, quand je le laisserai tomber !

Au tribunal. — Le président : — Vous avez dévalisé le presbytère de Z... — L'accusé : — Mon président, c'est que mon médecin m'avait ordonné de faire une cure ! — Rapin, qui est un calembouriste forcené, apprend qu'une voiture, faisant un service public, a versé dans un ravin. — Mariage de lord : s'écrie-t-il. — Comment ? — Dame ! l'union de lady... lignée avec lord... nière !

La maman lit le journal tout haut. — En ce moment la culture est très éprouvée : les céréales, les carottes et les choux sont gélés. — Alors, Bob avec sérieux : — Eh bien ! alors, si les choux sont gélés, je n'aurai donc pas le petit frère que tu m'as promis ?

— Messieurs, répliqua-t-il d'une voix dure, je vous prie, une fois pour toutes de ne plus jamais prononcer ce nom nevant moi. Je considérerais, à l'avenir, comme une offense personnelle la moindre allusion à ce pénible incident. Son langage était si ferme, son regard si sévère, que, interdits et déconcertés, ses collègues n'osèrent poursuivre leurs questions.

Ils se dispersèrent en murmurant des remarques entre eux. — Pour un homme sorti vainqueur d'un combat, ce Lachenyne a l'air bien déconfit. — Regretterait-il de s'être battu ? C'est impossible ! Mais on le croirait presque. En effet, bien qu'il se crût indigne de tout reproche, Gaston souffrait cruellement.

Le spectre de l'homme tué par lui se dressait pâle et saignant devant lui. Il avait voulu donner une sévère leçon, mais non ôter la vie à ce malheureux. Et les dernières paroles que Saint-Firmin avaient soupirées lui revenaient à la mémoire. « Ce n'est pas moi qui suis l'auteur de l'abominable article... On a voulu me forcer de le signer... »

« ... J'ai d'abord refusé... mais ma femme et mes enfants avaient faim... J'ai signé pour leur donner du pain. »

Le malheureux ! Et cette mort pesait sur la conscience de Gaston comme une lourde croix de plomb ! Les colloques, les rires et les conversations allaient leur train, quand le garçon de bureau entra. Il s'approcha de Gaston, et d'un ton obséquieux qui contrastait avec ses précédentes insolences : — M. le directeur prie M. de Lachenyne de vouloir bien passer chez lui. Le jeune homme se hâta de se rendre à cet appel. Le directeur le reçut avec une froideur marquée, et d'un air visiblement mécontent : — Ah ça ! monsieur de Lachenyne, dit-il en le voyant entrer, vous avez bien mal compris mes recommandations d'avant-hier. Je vous avais instamment prié d'éviter tout esclandre. Et j'apprends ce matin par les journaux que vous vous êtes battu en duel ! Je ne vous cacherais pas, monsieur, qu'au commente ici très sévèrement votre conduite. Elle a déçu à tous vos chefs. C'est fâcheux, très fâcheux ! — Monsieur, répliqua sans hâter Gaston, il m'était impossible de ne pas relever comme elle le méritait une insulte faite à ma mère et à moi-même. Le directeur fronça les sourcils et réprima un geste d'impatience. — Mon Dieu, si vous m'aviez

réfléchi, puis repris en regardant fixement son interlocuteur : — Et maintenant, un conseil. Le duel — surtout un duel aussi malheureux — est, en Belgique aussi bien qu'en France, considéré comme un homicide volontaire. Il est peut-être à craindre que votre instruction ne soit ouverte, là bas, par le Parquet de Mons. Et alors... — Alors, monsieur le directeur ? Achevez ! fit Lachenyne anxieusement. — Alors des embarras pour nous ! J'en reviens à mon conseil. — Une place d'attaché est vacante à la République Argentine ; faites vos malles et partez pour Buenos-Ayres. — M'expatrier ! Abandonner ma mère ! Jamais. Plutôt renoncer à ma carrière. — Vous avez tort ; c'est un conseil d'ami, et un bon conseil que je vous ai donné. Au surplus, advenne ce que pourra, je m'en lave les mains. Vous regretterez peut-être un jour de ne pas m'avoir écouté, monsieur !

Il termina son discours par un léger signe de tête indiquant que la conférence était terminée. Gaston salua et se retira. — Ah ! se dit le directeur resté seul, nature indocile, caractère mal discipliné ! — Mauvais, très mauvais, pour réussir dans une carrière où le

contact, la mesure et la souplesse sont indispensables. — Ou je me trompe, ou ce jeune étourdi sera forcé tôt ou tard de quitter le ministère ! Gaston cependant était sorti très irrité de cette entrevue. Il lui semblait que son supérieur avait manqué de la plus élémentaire équité envers lui. Que signifiaient ce ton de reproche, cette hostilité à peine dissimulée par un semblant de politesse ? Et pourquoi cette invitation d'aller à partir pour l'Amérique ? Et tout en repassant les détails de cette entrevue, il se rendit à l'hôtel de Lachenyne. Arrivé la nuit précédente, il n'avait pas encore été chez sa mère. Il se sentit impatient de la revoir et de se retremper dans les maternelles tendresses de Faustine. — Et pourquoi cette invitation d'aller à partir pour l'Amérique ?

Et tout en repassant les détails de cette entrevue, il se rendit à l'hôtel de Lachenyne. Arrivé la nuit précédente, il n'avait pas encore été chez sa mère. Il se sentit impatient de la revoir et de se retremper dans les maternelles tendresses de Faustine. — Et pourquoi cette invitation d'aller à partir pour l'Amérique ?

causer des inquiétudes à mon sujet. Quant à cette rencontre, elle était inévitable, soyez en assurés. Mme de Lachenyne réprima un léger tressaillement. Elle plongea son regard dans celui de son fils. — Quelle était la cause de ce duel ? interrogea-t-elle à voix basse. — Un article paru dans un journal, où mon honneur, le vôtre, ma mère, était gravement insulté. — Faustine pâlit affreusement et d'une voix altérée : — Mon honneur, tu dis mon honneur ? Comment a-t-on pu l'attaquer ? — Enu de l'agitation de sa mère, le jeune attaché s'empressa de la rassurer. — J'exagère. Votre honneur est trop adoussé de toute atteinte pour être discuté. — Mais on osait mêler votre nom dans une ignoble calomnie dirigée contre moi. — N'était-ce pas mon devoir, ma mère, de défendre le nom que vous portez et que m'a légué mon vénéré père ? — Ton père ! murmura avec effort Mme de Lachenyne ; oui, tu as raison. Et dans quel journal a paru cet article ? — Dans une misérable feuille de chantage, à peu près inconnue, et qui ne vit que de calomnies qu'elle répand. — Comment se nomme-t-elle ?

— Pourquoi me le demandez-vous, ma mère ? — Je voudrais lire cet article, répondit Faustine. — Non, non, c'est inutile ! J'ai châté celui qui l'a écrit ; maintenant, oublions-le ! — Et tu l'as tué ! fit Mme de Lachenyne en frissonnant. — Oui, dans les rencontres de ce genre on risque toujours sa vie. Et une ombre passa sur le visage de Gaston. Il se fit un court silence. Le jeune homme paraissait plongé dans de tristes réflexions. De son côté, Faustine observait son fils avec une secrète inquiétude. — Connaissais-tu ce Saint-Firmin, interrogea-t-elle enfin. — Non, je ne l'avais même jamais rencontré. — Quelle raison avait-il pour chercher à te nuire ? — Gaston hésita, puis, d'une voix un peu ému : — Il m'a déclaré en mourant qu'il n'avait pas écrit l'article, c'est sa signature qu'il a vendue. — Est-ce possible ! Et quel est donc le véritable auteur ? fit Mme de Lachenyne en tressaillant. — Je l'ignore.

A continuer.

Le Salsaparille de A.ayer est fortament cotraté ; c'est le remède le plus économique dont on puisse se servir pour purifier le sang.